LE PRIX COURANT

(THE PRICE CURRENT)
REVUE HEBDOMADAIRE

Commerce, Finance, Industrie, Assurance, Propriété Immobilière, Etc.

EDITEURS :

LA COMPAGNIE DE PUBLICATIONS COMMERCIALES
(The Trades Publishing Co.)
25, Rue Saint-Gabriel, - MONTREAL
TELEPHONE BELL MAIN 2547

ABONNEMENT MONTREAL ET BANLIEUE - \$2.50
CANADA ET ETATS-UNIS - 2.00 PAR AN.
UNION POSTALE - - FRS 20.00

Il n'est pas accepté d'abonnement pour moins qu'une année complète.

L'abonnement est considéré comme renouvelé si le souscripteur ne nous donne pas avis contraire au moins quinze jours avant l'expiration, et cet avis ne peut être donné que par écrit directement à nos bureaux, nos agents n'étant pas autorisés à recevoir de tels avis.

Une année commencée est due en entier, et il ne sera pas donné suite à un ordre de discontinuer tant que les arriérés ne sont pas payés.

Nous n'accepterons de chèques en paiement d'abonnement, qu'en autant que le montant est fait payable au pair à Montréal.

Tous chèques, mandats, bons de poste, doivent être faits payables à l'ordre de : "LE PRIX COURANT"

Nous nous ferons un plaisir de répondre à toutes demandes de renseignements. Adressez toutes communications simplement comme suit :

LE PRIX COURANT, Montréal.

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Nous avons pensé que les travailleurs, victimes d'accident dans le cours de leur travail, trouvaient auprès de nos tribunaux la protection nécessaire pour obtenir les dédommagements auxquels ils peuvent avoir droit en l'occurrence.

Voici maintenant qu'à Québec on projette de fixer, au moyen d'une loi, l'indemnité à laquelle aura droit la victime d'un accident ou ses héritiers, sans tenir compte des circonstances dans lesquelles l'accident aura eu lieu.

Qu'il y ait faute ou négligence de l'ouvrier; que le chef d'entreprise n'ait à se reprocher ni faute, ni négligence et, si même ses ordres en vue d'éviter les accidents ont été transgressés, le patron devra payer l'indemnité fixée par la loi; il devra toujours payer.

C'est absurde. Le bon sens, le gros bon sens commun se refuse à admettre une pareille prétention.

Nous répétons que l'ouvrier victime du travail trouve dans nos lois actuelles toute la protection nécessaire, toute la protection voulue. C'est à la justice de déterminer après enquête si l'ouvrier victime d'un accident a droit à une indemnité et le montant équitable de cette indemnité. Les faits existents et sont nombreux, qui montrent que nos tribunaux sont même parfois très larges dans l'appréciation du chiffre de l'indemnité à payer aux victimes d'accidents causés dans et par le travail.

Le juge fait une distinction entre les accidents causés par la faute ou la négligence du patron et celle provenant du fait de l'ouvrier. La loi proposée, en ne faisant pas cette distinction, serait souverainement injuste, car elle rendrait pécuniairement responsable au même degré le patron fautif et celui qui ne le serait pas.

On ne peut être logiquement ni justement puni pour une faute commise

par autrui, mais nous voyons qu'on pourrait l'être légalement.

Cela suffit à certaines gens qui ne savent faire la démarcation, pourtant facile, entre le juste et l'injuste, quand il s'agit de se faire de la réclame auprès des masses.

Espérons que, parmi les membres du Parlement provincial, on ne trouvera pas une majorité pour voter une loi qui, en certains cas, signifierait la ruine de ceux qui emploient des ouvriers. Car si les ouvriers sont dignes d'intérêt, les patrons ne doivent pas être sacrifiés par la loi.

LES LICENCES D'ÉPICIERIS POUR LA VENTE DES SPIRITUEUX

Nous apprenons de bonne source que le prix du transfert de licences pour les épiciers de détail sera prochainement réduit à \$100.00, y compris les timbres.

Ce fait démontre une fois de plus ce que peut l'union, car c'est à la suite des démarches de l'Association des Épiciers de Montréal et sur ses justes représentations que le Trésorier Provincial a consenti à reviser l'ancien tarif.

* * *

Les demandes de licences pour magasins de détail de vins et liqueurs à Montréal, doivent être faites avant le 1er Mars.

Nous conseillons aux épiciers qui ne veulent pas perdre le bénéfice de leur licence actuelle d'en demander le renouvellement avant l'expiration du mois de février.

LES NOUVEAUX RÈGLEMENTS CONCERNANT LE CHARGEMENT ET LE DÉCHARGEMENT DES CHARS

Nous donnons d'autre part une traduction des Règlements concernant le service des chars approuvés et publiés par les Commissaires du Comité des Chemins de fer. Ces règlements devront entrer en vigueur le 1er Mars. Nous en tenons le texte anglais de l'Association

des Manufacturiers Canadiens qui, par ses plaintes contre les anciennes règles relatives au service des chars et aux frais de retards imposés par les compagnies de chemins de fer, a contribué pour une large part à l'établissement des nouveaux règlements.

On remarquera qu'une prolongation de temps a été obtenue pour le déchargement du charbon, du coke et de la chaux en grenier ainsi que pour le chargement et le déchargement du bois. Un délai supplémentaire de 24 heures est accordé pour les opérations de douane quand le fret est en entrepôt et la clause 4 établit que les frais de service de char ne seront pas perçus quand les officiers de douane seront responsables des retards. La clause 8 requiert un avis d'arrivée [à moins que les consignataires n'y renoncent] et accorde un temps raisonnable pour l'envoi de l'avis par la poste. Les heures de chargement et de déchargement sont changées par la clause 2 de manière que, si les chars ne sont pas placés à 11 hrs. a. m. la gratuité ne commence pas avant le matin suivant. Les clauses 6 et 7 accordent une extension de temps sans qu'il y ait de frais de retards à payer en cas d'inclémence de la température et d'encombrement de chars.

Les règlements dont nous donnons la traduction ne sont que provisoires. Des représentations ont été faites à la commission des chemins de fer relativement à l'établissement de frais de retard réciproques ou d'une entente pour établir une moyenne. Le Comité déclare que cette question demandait une enquête et une attention très sérieuses, mais en même temps il a cru qu'il était bon de substituer aux anciens règlements ceux qui devront prendre effet le 1er Mars prochain. On a reconnu l'impossibilité de faire des clauses qui pussent s'adapter à tous les cas qui pourraient se présenter, mais on s'attend à ce que les compagnies de chemins de fer interprètent d'une manière libérale les nouveaux règlements et à ce que les commerçants